



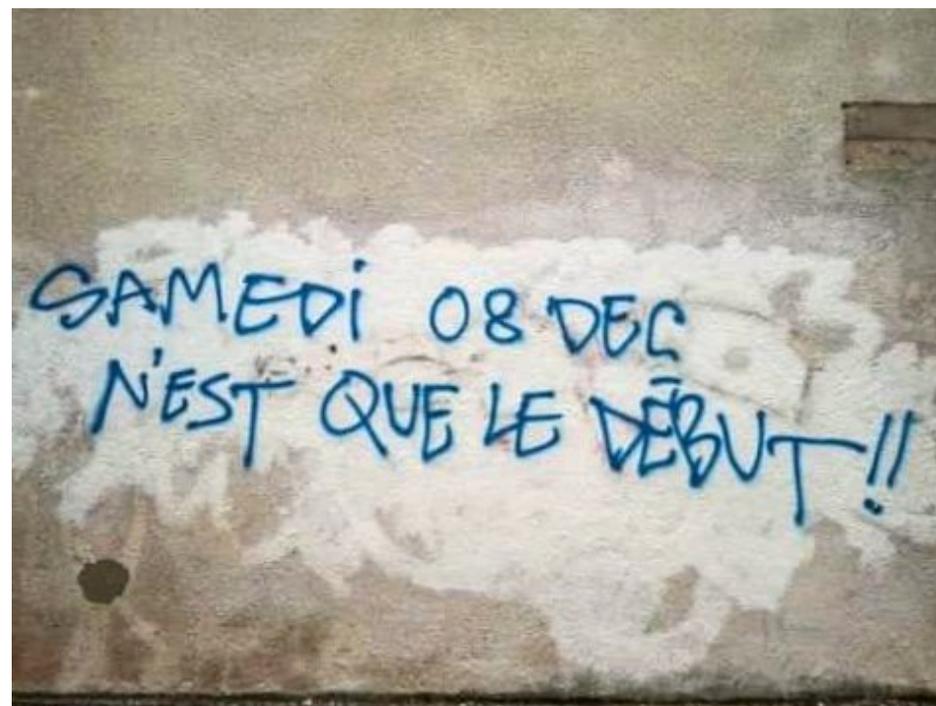
Vous avez dit Gilets Jaunes ?

- Recueil -

décembre 2018



*Parce que tout le monde en ce moment n'a plus que ces deux mots à la bouche.
Parce que chacun, même ceux qui n'ont jamais grévé auparavant, demande de se positionner ou veut savoir si on en est.
Parce que le silence n'est jamais un bon choix même si on n'est encore sûr de rien et même si dans quelques semaines, ils seront peut-être dépassés.
Parce que les points de vue doivent être croisés.
Voici quelques perspectives et réflexions à chaud ou à tiède, dans tous les sens et depuis bien des lieux, sur le mouvement dit des « Gilets Jaunes ».
Textes recueillis et sélectionnés par les membres de l'association Pied-de-biche Marque-page.*



de bosser comme un connard pendant toute sa vie pour avoir une maison en banlieue et les bagnoles qui vont avec, ce modèle est maintenant non seulement dépassé, mais *condamné*.

Telle est la grande tragédie de la classe moyenne d'aujourd'hui. Avant, on pouvait noyer l'ennui d'une telle existence dans un sentiment d'appartenance très fort, celui « de faire comme tout le monde ». Aujourd'hui – quand on n'a pas fait le choix d'en avoir rien à foutre de rien, non seulement on s'ennuie, non seulement on en chie, non seulement on vit sous pression, mais en plus on doit s'avouer qu'on a de toute façon tort de vivre comme ça. Naturellement, toutes les conditions sont réunies pour un pétage de plomb en règle.

Et la meilleure manière de péter les plombs, c'est de le faire ensemble, c'est de renverser ce sentiment de malaise, cette impression de monde à l'envers, dans une énergie collective de débordement systématique de ce qui existe.

Aux dernières nouvelles, le mouvement est en cours.

La sélection est issue des sites web suivants :

Agitations // *La révolution sera communiste ou ne sera pas* //

<https://agitationautonome.com>

Collectif "Vérité et justice pour Adama" // *Faisons front face à l'impunité des gendarmes* // <http://www.justicepouradama.com>

Carbure // *Lutte des classes / Guerre civile / Communisation* //

<https://carbureblog.com>

Collectif Athéné Nyctalope // *Il s'agit d'affirmer qu'en dernière instance, la fin ne justifiera jamais les moyens* // sur paris-luttes.info et rebellyon.info

La rue ou rien // *Messages politiques aperçus dans l'espace public depuis mars 2016* //

<http://larueourien.tumblr.com/>

LundiMatin // *Le lundi matin, un lundimatin* // lundi.am/

Des gilets jaunes à ceux qui voient rouge

Agitations // 22 novembre 2018

Depuis quelques jours, la gauche peine à appréhender politiquement un phénomène, « les gilets jaunes », puisqu'il n'émerge pas directement des formes traditionnelles de contestation. Par conséquent, toute analyse critique du mouvement est abandonnée au profit d'un soutien béat qui ne s'interroge sur rien (qui se mobilise ? pourquoi ? comment ?) ou bien d'un mépris affiché envers les « beaufs » qui ne manifestent pas pour les « bonnes causes », comme si la conscience de classe devait s'imposer magiquement aux prolétaires. En attendant, on ne peut pas résumer les événements à une manipulation grossière de l'extrême-droite basée sur du vent et fabriquant une grogne sociale tout à fait artificielle à coups de vidéos Facebook.

L'engouement suscité par les « gilets jaunes » est un symptôme de la séquence politique dans laquelle nous nous trouvons, séquence engendrée par le capitalisme en crise et par la dissolution de toute identité ouvrière reconnaissable et communément partagée. Cette perte de repères a été brutale, et certains débats au sein de la gauche radicale (parfois plus attachée à un passé fantasmé qu'à penser la composition de classe complexe des luttes sociales actuelles) ont consisté à s'interroger sur la proportion de prolétaires utilisant une voiture et étant donc directement impactés par la hausse du prix du diesel. On revient très souvent au fantasme réactionnaire de la bonne vieille France rurale paysanne où vivraient la majorité des « pauvres » (le concept de prolétariat passant très vite à la trappe). Selon nous, il est plus pertinent de s'intéresser au contenu politique de ce mouvement et à ce qu'il traduit pratiquement.

La diversité des gilets jaunes selon les points de mobilisation a permis à tout un chacun d'y apposer son petit drapeau idéologique en ne retenant que ce qui l'arrange. Ainsi l'Action Française, le Bastion Social (ex-GUD), le Rassemblement National, Les Républicains mais aussi la France Insoumise, divers groupes trotskistes du NPA à Lutte Ouvrière, ou même des anarchistes partis répandre la bonne parole ont tous pu prétendre à la victoire et se galvaniser de la réussite toute relative de cette journée d'actions du 17 novembre – rappelons que 250 000 manifestants dans toute la France, c'est considéré comme une défaite lors d'une mobilisation syndicale, et encore ici ils ne font même pas grève.

L'épisode Marcel Champion¹ aurait dû servir de leçon à certains qui, emportés par la fougue de la massification, s'empêchent de penser où mène la colère de celles et ceux qui descendent dans la rue sur des bases interclassistes en suivant jusqu'aux revendications libérales du petit-patronat. Car oui, tous les sondages expriment le fait que « les gens sont en colère ». Encore faut-il se demander ce qu'on entend lorsqu'on parle de « gens » et contre quoi ils sont en colère.

Si des flics, des fachos et une partie du patronat ont pu se greffer aux revendications formulées par les « gilets jaunes », ce n'est pas par pure récupération opportuniste et aléatoire dans une convergence contre-nature : c'est que la dynamique du mouvement coïncide avec leurs intérêts de classe. Ou a minima, que la confusion qui règne ne les menace pas directement, du moins en territoire métropolitain. La situation est bien différente par exemple à la Réunion (touchée par 22 % de chômage dans la population active), où le

chose. C'est à cet endroit que la fin du monde et la fin du mois, comme dirait l'autre, sont une seule et même question. Travailler, c'est toujours travailler à la fin du monde.

Macron se propose de traiter les deux questions, et on sait comment. Nous disons que la seule bonne manière de les traiter, la manière libératrice, c'est de refuser de travailler. Non pas seulement se mettre en grève, mais prendre la décision de quitter le navire pour ne pas couler avec lui. Dans cette histoire, les rats ce ne sont pas ceux qui quittent le navire, ce sont ceux qui restent. Ceux qui continuent à raconter à tout le monde qu'on va s'en sortir, qu'on va trouver des solutions, en menant la même vie stupide, destructrice et avilissante.

Le travail est une addiction socialement construite. Si le capitalisme pollue, c'est que d'abord il nous intoxique tous. Soit on a un emploi et on est dans l'intoxication volontaire (de soi et de la planète), on ne sait même plus s'arrêter, on bosse partout, dans les transports, chez soi, partout. Soit on n'a pas d'emploi et on en cherche un parce qu'on est en manque.

Tabac, alcool, jeu : c'est connu, l'État s'engraisse sur nos addictions, on ne peut pas croire qu'il ait le moindre intérêt à y mettre un terme. Et c'est pourquoi les gens (de droite) peuvent toujours dire que l'État taxe et s'engraisse sur le travail. C'est vrai, l'État s'engraisse aussi sur l'addiction au travail. Mais au-delà de ce genre de considérations latérales, ceux qui nous dirigent n'ont qu'un but profond : tenir les gens dans les limites des structures existantes. Rendre les gens toujours plus addicts au travail et à l'économie. Littéralement et politiquement : rendre les gens toujours plus dépendants.

Le mouvement des gilets jaunes, s'il veut renverser le gouvernement en ayant une perspective derrière, doit s'affirmer comme mouvement de destruction de la *dépendance économique*. Or, on vit tous dans l'intoxication. Ce que ça engage est donc extrêmement profond, cela nécessite absolument d'en parler, d'en discuter entre nous. Parler entre nous, non avec le pouvoir. Il est très important d'arrêter de croire que les possibilités réelles sont du côté du pouvoir, du côté de ce qu'on a toujours fait. Il faut résister à la logique du mal nécessaire, au chantage social. Le pouvoir a désormais le réel contre lui.

Politiquement, qu'est-ce que la fin du monde ? C'est le problème que toute puissance de renversement social doit impérativement prendre en charge. Parce qu'elle n'a pas le choix, et parce qu'elle y entend le signal d'un passage de relais historique. C'est le problème numéro 1, parce que c'est celui que tous les gouvernements peuvent utiliser contre nous comme l'argument choc, l'argument imparable. C'est un réservoir inépuisable de chantage politique pour les siècles à venir. Et c'est en même temps la grande occasion historique d'affirmer autre chose.

Concrètement, la révolution n'a qu'un seul but : sortir des structures existantes pour construire autre chose. Autre chose, c'est, à minima, un état des choses qui bannit le mode de vie économique et qui invente, stimule, et fait proliférer d'autres manières de vivre.

Maintenant, il faut bien comprendre ce que c'est que d'être de la classe moyenne. C'est la souffrance justifiée d'être heureux dans la vie. C'est la souffrance de la réussite sociale ordinaire. C'est n'en pouvoir plus qu'on nous dise qu'on a de la chance. Et la fin du monde ajoute à cela, dans la bouche des dominants, un jugement proprement divin, un Jugement Dernier : l'existence ordinaire, normale, est en réalité *coupable*. Le modèle érigé pendant des décennies comme la norme du bonheur, celui qui a légitimé le fait, répété des millions de fois,

l'argent, et la réalité permanente du risque de dégradation sociale. On s'engage économiquement, on vit à crédit, on fait des projets ou on aimerait pouvoir en faire. *Il n'y a peut-être pas de position sociale où on l'on sache mieux ce que c'est que l'argent.*

Qu'est-ce que l'argent ? C'est une pure convention mais qui accouche d'un monde, et la classe moyenne est au centre de ce monde. Quand on a les deux pieds dans ce monde, l'argent n'est plus du tout une convention, l'argent est de A à Z une puissance coercitive.

Or, voilà sans doute le sentiment qui est à l'origine des gilets jaunes. Les contraintes économiques sont des contraintes tout court. Elles sont vécues comme un pouvoir qui oblige à des choses et qui en interdit d'autres. L'argent c'est de la souffrance concrète. L'argent se paye en souffrance. C'est la boule au ventre à l'ouverture de la boîte aux lettres, c'est ce qui est hors d'atteinte et qui devient une obsession, c'est tout ce dont on n'a pas les moyens, c'est ce qu'on possède est qui ne nous comble jamais, c'est la fameuse fin du mois, c'est l'ensemble des dettes, c'est le sentiment d'étranglement qu'on peut toujours choisir d'ignorer mais qui ne disparaît jamais tout à fait, qui est toujours présent, qui règne.

On considère habituellement que ce qui est digne de susciter la révolte, c'est l'injustice pure et simple, le fait de ne pas pouvoir « mener une vie normale ». Mais ce qui est également digne de susciter la révolte, *c'est la normalité en tant que telle*, c'est la manière dont on paye la « joie » et la « chance » de mener une vie normale.

Par conséquent, le moment où des gens de la classe moyenne déclarent que telle décision gouvernementale est la goutte qui fait déborder le vase, et agissent en conséquence, c'est le moment où s'affirme cette vérité sociale que tout le monde éprouve : les contraintes économiques sont des contraintes politiques. Quand on a les deux pieds dans ce monde, quand son devoir est de penser comme tout le monde, quand on n'a donc aucune raison de considérer qu'il y a autre chose que le monde de l'argent, alors, une taxe, une non-revalorisation de salaire, n'importe quel décret « économique » se vit directement comme un pouvoir qui s'exerce, comme un abus déclaré. Cela *peut* à tout moment éclater en soulèvement. Il ne sert à rien de se demander pourquoi cette goutte parmi des millions d'autres. Il se trouve que cette goutte a fourni l'occasion.

Ce sont les seuls mots que nous pouvons mettre sur le mouvement des gilets jaunes : toute contrainte économique est une contrainte politique.

Ce qu'on *rajoute*, ensuite, n'est qu'une généralisation. L'économie elle-même est une pure contrainte politique. Et comme tout est devenu économique autour de nous, il faut regarder l'économie pour ce qu'elle est : un régime totalitaire.

Ce qu'on *rajoute*, c'est que la contrainte générale, la contrainte des contraintes, c'est le travail. Le travail n'est pas du tout une manière de vivre, ni même de survivre. Il n'a rien à voir avec ce qui vous plaît ou ne vous plaît pas de faire dans la vie. Et même si vous aimez ce que vous faites au travail, vous verrez assez vite que ce que vous aimez là-dedans, le travail est en train de le détruire ou de le salir.

L'oppression de l'économie veut dire cela : il faut admettre une définition purement politique du travail. Travailler, c'est collaborer à la machine, à la machine économique, à la machine qui détruit tout, qui aujourd'hui menace *officiellement* l'humain et le vivant. Ce n'est pas autre

mouvement ne prend pas sur des bases interclassistes mais précisément dans les quartiers les plus pauvres et racisés (émeutes, pillage de grands magasins, police qui donne des badges à des commerçants pour former des milices, couvre-feu, etc).

Quoi qu'en disent certains manifestants isolés exprimant leur ras-le-bol de façon désordonnée à des caméras en quête de déclarations choc, le mouvement s'est construit autour d'un discours poujadiste de protestation contre « les taxes » et « les impôts » qui « étouffent le peuple », ce qui est loin d'être un combat de classe (et contrairement à ce qui est avancé, près de 70 % de la hausse du prix vient des fluctuations du cours du pétrole et non pas d'une politique délibérée de l'Etat).

La décision de « bloquer le pays » un samedi sans s'en prendre aux lieux de production est loin d'être anodine, et il est amusant de constater que Martinez le « socdem » a une meilleure analyse de classe que la plupart des gauchistes en affirmant que « la CGT ne défile ni avec l'extrême-droite, ni avec les patrons ». Une extrême-droite qui prend de plus en plus ses aises (saluts nazis, dénonciation de migrants à la police, invitation de militants antisémites, agressions racistes et homophobes, etc), précisément car la mobilisation du 17 novembre ne s'est pas faite sur des bases sectorielles et prolétariennes mais territoriales et populistes.

A vouloir nier l'évidence et s'inventer de nouveaux alliés pour grossir les rangs du « peuple révolté », les gauchistes s'imaginent qu'ils partagent a minima un ennemi commun avec les gilets jaunes : les capitalistes ou, à défaut, « les riches ». Mais comment prétendre que ce mouvement s'oppose à la bourgeoisie quand il évite soigneusement de s'attaquer aux points névralgiques de l'économie pour organiser des marches vides de sens vers les mairies où vilipender symboliquement les élus locaux ?

Le traitement médiatique et policier réservé à cette mobilisation en dit également long sur le degré de menace qu'il représente pour l'Etat et l'économie : journaux télévisés complaisants envers ce qui aurait été qualifié d'émeutes dans tout autre contexte, interventions policières relativement rares et peu violentes pour des rassemblements non-déclarés et donc illégaux, Le Monde qui parle de « bilan sécuritaire contrasté » alors qu'on fait état d'un mort et de centaines de blessés car il n'y a pas eu de casse matérielle...

Cependant, le lendemain du 17 novembre a pu laisser entrevoir des initiatives locales allant au-delà d'une lutte fiscale. En certains endroits, l'absence de coordination stricte a permis quelques « débordements » qui se sont échappés du cadre revendicatif initial, soit en prenant une orientation parasyndicale avec notamment des blocages logistiques qui ont effrayé le patronat, soit en donnant naissance à des agressions racistes, sexistes et homophobes émergeant directement du caractère populiste de ces manifestations. En effet, « le peuple » suppose l'appartenance à une « communauté nationale » dont sont nécessairement exclus les étrangers.

Reste à savoir si les fractions éparses de « gilets jaunes » dissidents pourront subsister indépendamment d'une dynamique nationale, une fois que la vague de confusion mouvementiste sera retombée. Le mouvement s'est appuyé sur une colère diffuse et bien réelle au sein de populations variées mais, en l'absence d'un contenu stable et déterminé, il risque fort d'exploser car être des « citoyens en colère », ça ne fait pas une base politique commune, bien que tout le monde essaie tant bien que mal de s'y raccrocher. C'est ce

manque de base politique commune qui avait mené à sa perte le Mouvement des Fourches, en 2013 en Italie, mouvement populiste en partie antifiscal et tout autant « fourre-tout » que le mouvement des « gilets jaunes ».

Du côté des gauchistes, les philosophes de l'ENS se prennent à « observer » leur petit moment avec « le Peuple » (pardon, les « subjectivités diffuses »), le frisson de l'insurrection citoyenne leur parcourt l'échine et ils commencent à rêver émeutes et barricades au beau milieu d'un rassemblement contre la hausse du prix du diesel. Car c'est bien cette revendication adressée à l'Etat qui constitue la moelle épinière de la mobilisation, et pas un quelconque anticapitalisme inconscient qui serait naturellement en germe dans les actions citoyennes des « indignés ».

Génération Ingouvernable appelle à « nous confondre dans la confusion », appel des plus politiques. Mais pourquoi en vouloir aux révolutionnaires romantiques, les mêmes qui appelaient au « zbeul » lors de la dernière Coupe du monde ? Et voilà d'autres poètes qui ressurgissent : Lundi Matin, affirmant que le gilet jaune a un « usage symbolique » de renversement du sécuritaire contre l'ordre sécuritaire : « Ce qui avait d'abord été imposé comme un dispositif de sécurité se transforme en pas de côté social (...). Sortis de leurs voitures, les gilets jaunes se reconnaissent mutuellement dans l'urgence provoquée par la dégradation soudaine de leur modes d'existence ».

Toutes ces extrapolations gauchistes délirantes s'inscrivent dans la continuité logique des anarchistes qui pensaient que le mouvement autour de l'indépendance fiscale de la Catalogne allait déboucher sur l'abolition pure et simple du capitalisme ou que la consolidation de l'Etat kurde au Rojava avait quoi que ce soit à voir avec la révolution communiste. Tout ce qui bouge est rouge, toute colère est révolutionnaire et on peut faire des gâteaux au chocolat avec les restes d'un gratin de courgettes.

La comparaison avec l'autonomie italienne des années 70 a même été osée, histoire d'attribuer le qualificatif « d'émeute urbaine » à une promenade citoyenne escortée par les CRS. Nous lisons même un intellectuel trotskiste faire un lien entre les gilets jaunes et des luttes contre la circulation du capital (et affirmant pour cela que les gilets jaunes étaient des ouvriers sortant du pré-carré de l'usine, alors qu'ils bossaient de manière extrêmement majoritaire samedi dernier). Il faut bien rêver quand il ne se passe rien, ça occupe les journées entre deux réunions et ça permet de ressortir les discours pétris d'idéologie qu'on avait dû ranger dans le placard à la fin du dernier mouvement social.

D'abord, on doit se rappeler qu'un mouvement dépend toujours des forces qui s'engagent ou ne s'engagent pas dans la bataille. Si les révolutionnaires s'abstiennent, exercent leur droit de réserve, l'affaire est pliée. À supposer que ce mouvement gagne encore en puissance, il demeurera confus, donc plus ou moins réactionnaire.

Ensuite, il faut prendre au sérieux ce qui se passe. Comment en arrive-t-on à une situation dans laquelle les gens programmés pour ne pas se révolter, programmés au mieux pour parodier la subversion, se révoltent pour de vrai ?

Même s'il ne faut surtout pas écarter l'éventualité du pire, on doit suspendre la division droite/gauche, qui ici nous empêche de comprendre quoi que ce soit. Qu'est-ce que les gilets jaunes expriment ? Un sentiment d'étranglement économique. Immédiatement, on a le réflexe de se dire : quoi, ces gens ne pensent vraiment qu'à leur porte-monnaie ? On est déçu : quoi, le produit du mode de vie dominant est sous nos yeux, à savoir la fin du monde, et ces gens se soulèvent pour une histoire de taxe ?

Les conditions sociales sont des conditions politiques, la sociologie, c'est de la politique stratifiée. Chaque condition correspond à un rapport à l'argent, qu'il faut connaître. Le riche se moque de l'argent, ce n'est jamais un problème pour lui. Le riche, c'est celui qui est trop riche pour y penser. On pourrait dire : il est argent. Le révolutionnaire, lui aussi, se moque de l'argent, mais parce qu'il n'oublie pas que c'est une pure convention. Il sait que tout ce qui a trait à l'argent tient de l'envoûtement intégral. Pour lui, l'argent relève d'une certaine pratique religieuse qui a pour absolu le nivellement de toute chose. Ainsi, pour des raisons complètement opposées, le trop riche et le révolutionnaire ont le même non-souci de l'argent. À l'inverse, être pauvre, c'est quand le souci de l'argent est extrême, maximal, au point que seule une résignation immense semble pouvoir le compenser et presque le faire oublier, en faisant de la privation quelque chose de naturel. La condition de pauvreté s'impose comme une quasi fatalité. Pour toute une série de raisons ou plutôt de hasards absurdes, être pauvre, c'est toujours, d'une manière ou d'une autre, être dans l'acceptation – car dès qu'on fait autrement, on cesse d'être pauvre. Dès qu'on bricole, qu'on trafique, qu'on fait tout ce qu'on peut pour cesser de s'identifier à cette condition, on y parvient, par des voies légales ou non. Le pauvre, c'est celui qui ne devient pas un « bandit », entre autre.

D'une manière générale, casser la pauvreté, c'est toujours d'abord casser le fatalisme. La classe moyenne, souvent sous la forme d'une *success story* familiale, garde en elle le souvenir de cette victoire sur la pauvreté. En réalité, ce souvenir la hante plutôt comme un traumatisme, celui de la possibilité réelle, mémorisée, d'un retour en arrière. Le souci de l'argent est permanent, et ce d'autant plus qu'on y a enfin accès. On est de la classe moyenne quand on gagne suffisamment d'argent pour, consciemment ou non, directement ou non, ne penser qu'à ça. Être de la classe moyenne, ça se mérite. Cela exige de soi une série de réalisations sociales sans lesquelles on déchoit immédiatement de sa condition : le travail, le travail honnête, les enfants, la maison, le confort, la bonne image, l'acquisition d'un certain nombre de technologies et d'objets en vogue, les vacances, et bien sûr, les voitures.

Sur le plan de la psychologie sociale, sur le plan politique, quand on est de la classe moyenne, on n'est pas du côté de la légèreté d'avoir dépassé la pauvreté : on est littéralement coincé, coincé entre l'objectif inatteignable de devenir trop riche pour ne plus avoir le souci de

Gilets jaunes : la classe moyenne peut-elle être révolutionnaire ? »

Lundimatin#168 // 7 décembre

« Avec les gilets jaunes, la classe moyenne fait une entrée fulgurante sur la scène politique »

Dans ce mouvement des gilets jaunes c'est à la classe moyenne *en tant que telle* que nous avons affaire. Non pas les gens normaux et « politisés » (insistons sur les guillemets), mais les gens normaux, point.

Or, quel est le problème de la classe moyenne, du point de vue révolutionnaire ? Elle a le désavantage de ne pas incarner une oppression particulière, très légitime, à qui il ne manquerait que la radicalité. Alors que le prolétariat, le paria, dans le sentiment des révolutionnaires, s'il n'est pas nécessairement du bon côté, est quand même *plutôt du bon côté*. Le révolutionnaire a immédiatement envie d'être solidaire du prolétaire, du pauvre, de l'exclu, du stigmatisé. Si son discours n'est pas très clair, au moins, sa condition l'est.

La classe moyenne, c'est la non-classe par excellence, la classe qui à elle-seule suffit à démentir tout discours sur les classes. Elle joint à la confusion du discours une condition purement confuse. Or, il se trouve qu'avec les gilets jaunes, la classe moyenne fait une entrée fulgurante sur la scène politique.

Le mouvement semble tenir compte de l'acquis de toutes les luttes récentes. Stratégiquement, il se veut autonome, sans assignation à des partis ou des syndicats. Tactiquement, il opte pour l'irruption, il refuse les lieux qu'on lui impose et adopte des gestes émeutiers. Politiquement, il n'est rien, rien que refus. Il n'a pas encore de discours. Il n'a pas le moindre lieu d'organisation, à part les réseaux sociaux. Pour l'instant, cette grande masse de gens qui agit n'a discuté politique que de manière informelle, dans l'action, pendant les blocages, autour d'un feu. Cependant, le mouvement affirme réellement une chose : sa détermination, son caractère irrécupérable, voire totalement incontrôlable. Et dans l'échauffement de la journée du 24 novembre à Paris, le mouvement parle de révolution.

Les gilets jaunes, c'est cette chose presque incompréhensible du point de vue révolutionnaire, c'est la classe moyenne, l'éternel ventre mou, qui s'énerve.

Bien sûr, certains parleront de prolétarianisation, diront qu'il s'agit de la classe moyenne inférieure. Mais l'important n'est pas là. L'important est d'arriver à admettre que la révolte ne vient jamais pour flatter personne, ne vient jamais pour correspondre aux schémas attendus. La révolte, ça fout la merde, tout le temps, ou alors, ce n'est pas la révolte. Eh bien voilà, les gilets jaunes foutent la merde dans les attendus, dans les projections des gens « avancés », « politiquement conscients ». Ce n'est même pas d'abord une question de préjugés, c'est carrément une question de distance éthique, épidermique. Difficile de le dire autrement : on a envie de la révolte, mais *n'a pas envie que ça parte de là*. Depuis toujours, pour ainsi dire, on attend que les quartiers populaires se rebellent. Ne serait-ce que de manière minimale, on a cru à la révolte contre la loi travail, on a cru aux cheminots. Mais là, *on ne peut pas y croire*.

En réalité, la situation est beaucoup plus ouverte qu'il n'y paraît, et elle justifie qu'on y croit, même si naturellement rien n'assure que l'embryon révolutionnaire qu'elle contient éclore, se déploie et gagne.



Le comité Adama rejoint les gilets jaunes :

«Ce n'est pas une alliance au prix d'un renoncement politique»

Par Yassine Bnou Marzouk // Le Bondy Blog // 27 novembre

Le Comité Adama appelle à manifester samedi 1er décembre aux côtés des gilets jaunes, contestation populaire contre la politique d'Emmanuel Macron. Une décision lourde de sens. Youcef Brakni, l'un des porte-paroles du comité Adama, explique au Bondy Blog les raisons de cette alliance avec un mouvement décrié suite à quelques dérives racistes. Entretien.

Le Bondy Blog : Quelle a été la principale motivation pour soutenir la mobilisation des gilets jaunes ?

Youcef Brakni : Même si le mouvement proteste contre la hausse des taxes, il s'agit en réalité d'une grogne générale issue de la France dite « rurale », à l'abandon et qui subit de plein fouet les politiques libérales. De façon spontanée, elle a décidé d'exprimer son ras-le-bol en sortant dans la rue comme nous l'avons fait lors de la mort d'Adama Traoré, le jour de son anniversaire. Il y a des similitudes dans la mise en forme de ces mouvements : comme nous, ils viennent de la base, de personnes qui ne sont pas forcément dans des partis politiques ou syndicats. L'autre point : les mêmes problématiques sociales sont partagées par les gilets jaunes et les quartiers populaires. En effet, les quartiers sont aussi enclavés, quand bien même ils seraient à proximité des grands centres urbains, à l'image des quartiers nord de Marseille par exemple. Ils rencontrent aussi des problèmes de transport, de mobilité. Nous connaissons aussi le temps important qu'il faut pour se rendre à son lieu de travail, pour effectuer les tâches les plus ingrates du capitalisme, pour un salaire de misère qui partira principalement dans l'essence.

Globalement, les gilets jaunes sont descendus dans la rue pour vivre dignement, pas pour chasser de l'Arabe ou du Noir.

Le Bondy Blog : Devant l'urgence de la mobilisation, n'avez-vous pas peur de faire des alliances politiques avec un mouvement certes disparate mais comprenant des individus évoluant à l'extrême droite ?

Youcef Brakni : Je ne considère pas que ce soit l'extrême droite qui soit à la tête de ce mouvement, quand bien même, par opportunisme, elle essaie de récupérer cette contestation. Je connais des gilets jaunes qui, soutiens du comité Adama Traoré, guident certaines mobilisations. On a des gilets jaunes complètement divers ; on a parfois eu des réactions racistes qui ont tout de suite été dénoncées au niveau national. La majorité de ces personnes est écrasée par le système, laissée à l'abandon. Quand ça fait vingt ans que la droite et la gauche servent de courroie de transmission au discours du Front national, il est normal que la classe populaire y soit sensible. Globalement, les gilets jaunes sont descendus dans la rue pour vivre dignement, pas pour chasser de l'Arabe ou du Noir. Lors des discussions concrètes avec les gilets jaunes, ils savent que nous ne sommes pas leurs ennemis ; il ne s'agit pas d'un racisme élaboré comme on peut le voir dans les élites qui, par opportunisme politique, veulent surfer sur les peurs pour éviter la question sociale. Il ne faut pas jeter la pierre aux gilets jaunes, je suis persuadé qu'avec du dialogue, leur racisme s'écroule.



assomptions qui ne reflétaient en rien ce qui se passait sous nos yeux. L'aspiration de maintenir la situation politique sous son contrôle théorique, d'avoir une explication stable sur la suite des événements, une tendance pourtant si caractéristique dans certains groupes radicaux, est véritablement paralysante. Nos idées du 'Peuple' et des comportements 'normaux' sont ainsi immédiatement devenues obsolètes et il est devenu évident que nous ne connaissions pas beaucoup de gens en dehors de nos milieux. Normalement, on s'attend de quelqu'un qu'il ait une attitude politique plus ou moins claire, de telle sorte qu'une interaction 'politique' consiste à combattre certaines idées et à en défendre d'autres qui - on l'espère - vont germer. Cela semble paternaliste et avant-gardiste, mais je crois que la plupart des radicaux pensaient ainsi - et agissent toujours de la sorte. À Maïdan, l'absolue majorité des manifestants n'avait aucune expérience politique préalable mais avait définitivement une perception politique de la situation. Celle-ci n'était évidemment pas toujours clairement articulée et changeait souvent. Les militants professionnels n'avaient guère d'influence et ne définissaient pas l'agenda et les tactiques du mouvement. Il serait très trompeur de vouloir expliquer les discours et directions du mouvement par la seule présence de tel ou tel groupe politique. Par exemple, les symboles et slogans qui apparurent avaient peu à voir avec leurs usages traditionnels et étaient sans cesse réinventés. Il n'y avait pas une idée qui arrivait, circulait et gagnait de l'hégémonie. Maïdan fonctionnait plutôt de manière bien plus créative et il fallait être parti prenant du mouvement pour le comprendre.

L'insurrection fut absolument rafraîchissante et radicalement ouverte, à tel point que c'en était effrayant : tout le contraire de l'évènement clos et fermé qu'on en a fait historiquement. Les gens autour de nous, nos propres camarades également, se sont transformés d'une manière fulgurante et souvent surprenante.

Un second aspect dérivant du sentiment de perdre pied, de se noyer dans un flot d'évènements, fut de dépasser le pessimisme - si omniprésent dans l'espace post-soviétique - et de réaliser que tout était encore possible. Si nous avions été plus ouverts face à l'évènement dès le départ, nous aurions aperçu ses immenses possibilités plus tôt. Hélas, la plupart des radicaux (activistes, gauchistes, anarchistes, etc.) n'étaient pas prêts à concevoir l'ampleur que pourrait prendre un tel évènement. D'une manière générale, ils étaient contents que 'quelque chose se passe', sans pour autant compter sur le fait que les 'masses' agiraient correctement.

Il est difficile d'encadrer théoriquement un tel évènement, mais une chose est certaine : l'expérience de Maïdan nous a tous changé. Ce fut un évènement radical et ouvert - j'imagine, comme toute insurrection. C'est pour cela que je me sens souvent triste lorsque je vois passer des textes radicaux qui parlent de Maïdan comme d'une énième insurrection matée, renforçant l'idée que seule l'extrême-droite et les capitalistes ont pu tirer profit de masses dupées.

Alexey Samoedov

Le Bondy Blog : Comment voyez-vous cette alliance entre certains mouvements de quartiers populaires et les gilets jaunes ?

Youcef Brakni : En fait, ce type de démarche, ce n'est pas nouveau. Le Mouvement de l'Immigration et des Banlieues (MIB), par le biais de Tarek Kawtari, avait déjà mis en place des tentatives d'alliance avec le monde rural, avec la critique de ces deux poids deux mesures lorsqu'il s'agit de se déplacer facilement vers le Larzac mais qu'il est, en même temps, difficile de traverser le périphérique pour soutenir les quartiers populaires. C'est tout le défi du Comité Adama de déplacer le centre de gravité politique pour l'amener dans les quartiers politiques. Sinon, il sert à rien de se réclamer de la gauche, du progressisme ou encore d'affirmer lutter pour l'égalité et la justice.

Aujourd'hui, il s'agit de faire prendre conscience aux couches sociales les plus défavorisées ayant subi la désindustrialisation, que leur situation n'est pas due à l'immigration mais au libéralisme.

Le Bondy Blog : Ces tentatives de convergence des luttes n'ont pas duré. Pourquoi ? Quelles différences y a-t-il avec les gilets jaunes ?

Youcef Brakni : Jusqu'ici, ça [la convergence des luttes, ndlr] a échoué parce que nous nous inscrivons dans un héritage des luttes des années 70-80 qui étaient dans les usines. Mais aujourd'hui, il n'y a plus d'espace de socialisation où l'on puisse créer des mouvements de masse. Il faut savoir que le Mouvement des Travailleurs Arabes à Marseille a fait une grève de 24h suivie par 20 000 ouvriers contre les ratonnades, les crimes racistes. L'enjeu est maintenant de reconstruire des espaces et à travers le comité Adama, nous pouvons créer un socle fort pour les quartiers populaires. Avec des bases solides, nous pourrions aller discuter avec les mouvements sociaux, le monde rural en leur faisant une proposition claire afin de nouer des causes communes : par exemple, les violences policières qui touchent les mouvements écologistes comme à Bure, la mobilisation contre la Loi Travail, ou encore, actuellement, avec les gilets jaunes, des personnes âgées se faisant gazer alors qu'elles ne présentaient aucune menace. Aujourd'hui, il s'agit de faire prendre conscience aux couches sociales les plus défavorisées ayant subi la désindustrialisation, que leur situation n'est pas due à l'immigration mais au libéralisme, qui veut toujours en avoir plus et délocalise. Néanmoins, pour faire cause commune, il faut qu'ils entendent que le racisme s'ajoute à cette lutte, et qu'il a des conséquences destructrices sur nos vies.

Le Bondy Blog : Quel est l'équilibre à respecter dans cette alliance politique avec le mouvement des gilets jaunes ?

Youcef Brakni : Ce n'est pas une alliance au prix d'un renoncement politique. Nous ne faisons pas des alliances avec des personnes qui sont ouvertement racistes. Je suis convaincu que c'est par l'expérience de la lutte en commun qu'on arrivera à changer les mentalités, à faire bouger les lignes. Cela ne se fera pas dans des textes théoriques de 50 pages ni sur les réseaux sociaux, mais bel est un bien par une démonstration acharnée contre ce traitement raciste qui est fait aux quartiers populaires.

Le Bondy Blog : Dans votre communiqué, vous évoquez le mouvement des gilets jaunes de la Réunion. En quoi sont-ils un exemple pour vous ?

Youcef Brakni : Nous partageons avec la Réunion un traitement commun ; ce sont des populations noires pour la plupart, et qui subissent un racisme. Nous sommes solidaires d'eux et estimons qu'ils montrent la voie car ils ont obtenu le gel des taxes pour une durée de trois ans ; cela témoigne du rapport de force mais aussi du niveau d'organisation. Cela montre aussi la fébrilité de l'État devant une population mobilisée malgré sa relégation et le racisme qu'elle subit.



Le dernier soulèvement d'ampleur en Europe fut celui qui se cristallisa avec la révolution de Maïdan en 2014. Il aboutit à la destitution du Président ukrainien Victor Ianoukouvitch, mais aussi à une guerre de plus ou moins basse intensité entre l'Ukraine et la Russie. De par leur caractère opaque, rendant toute lecture idéologique bien fragile, les événements ukrainiens résonnent, d'une certaine manière, avec le contexte français de ces dernières semaines. Dans le cadre de la section Correspondances de Liaisons, nous avons donc demandé à Alexey Samoedov de nous résumer rapidement quelques leçons tirées de Maïdan. Nous publions également quelques extraits de son texte - 'Un très long hiver' paru au préalable dans Au Nom du peuple -, qui montre comment les mythes et imaginaires nationaux furent mobilisés et détournés, ce qui déstabilisa une grande partie de la gauche et eut pour effet final de l'éloigner. Ne faisons pas la même erreur.

Les leçons de Maïdan

Maïdan jette une lumière étrangement familière sur le contexte français actuel. Puisque cela semble être un enjeu important du mouvement des gilets jaunes, il convient peut-être de commencer en abordant la question de l'extrême-droite.

D'abord, n'abandonnez pas trop facilement le combat contre les fascistes. Il existe un proverbe russe qui dit 'si tu mets une cuillère de merde dans un pot de miel, il devient un pot de merde'. C'est un principe qui semble guider les anarchistes et la gauche dans leur perception des mouvements sociaux. À peine voient-ils une poignée de fascistes agir publiquement dans un mouvement de plusieurs milliers de personnes qu'ils maudissent le tout et retournent à leur chaumière se plaindre des masses inconscientes. Il existe pourtant une anecdote à propos de Kharkiv (deuxième ville d'Ukraine) pendant Maïdan. Les anarchistes sont arrivés à l'occupation juste avant les nazis et s'y sont installés. Quand les fascistes ont débarqué et aperçu des bannières à la symbolique anarchiste, ils sont repartis chez eux en se lamentant que les 'communistes' s'emparaient de la révolution. Le proverbe marche donc dans les deux sens. J'imagine que ce mode de fonctionnement est utile pour une tolérance zéro vis-à-vis de la réaction dans nos lieux, espaces et événements, mais cela ne marche absolument pas à l'échelle d'un mouvement de masse. Il faut venir, voir, observer et en être, puis aviser par la suite. Une chose : la présence de l'extrême-droite ne signifie pas son hégémonie. Si existe une telle hégémonie, c'est bien souvent une production de la couverture médiatique. À Maïdan par exemple, l'extrême-droite n'était définitivement pas une force décisive du mouvement, mais les images de nazis à l'avant-garde de la rébellion - une image produite par les médias russes et relayée par certains libéraux ukrainiens - était si forte que la droite ukrainienne en a bénéficié et elle en bénéficie toujours à l'heure actuelle. Par ailleurs, cette droite doit également remercier une grande partie des réseaux d'information de la gauche et des anarchistes pour avoir colporté ces conneries jusqu'à aujourd'hui. Dans ce cas, les constructions médiatiques dominent bel et bien les autres histoires. Terrible leçon par ailleurs : on peut 'accidentellement' aider la droite en ne participant pas au mouvement, puis en relayant le récit que les fascistes y ont l'avantage.

Une autre grande leçon que j'ai retenue fut la conséquence d'un certain sentiment de perdre pied. Nous étions complètement dépassés par les événements autour de nous et les standards activistes ne nous ont guère aidés. Nos petites théories étaient basées sur des

Gilets jaunes et extrême droite : les leçons de Maïdan

« Une chose : la présence de l'extrême droite ne signifie pas son hégémonie. »

Lundimatin#168 // 5 décembre

Il y a plusieurs moyens d'envisager la présence de l'extrême droite au sein du mouvement des Gilets Jaunes. Nous ne pensons pas pouvoir régler la question en observateurs lucides attelés à déterminer le pourcentage de nuances « brunes » au sein du mouvement. Il ne s'agit pas de nier leur présence mais plutôt de l'envisager autrement. Dans cet article, nos amis du journal international Liaisons ont demandé à Alexey Samoedov de nous livrer ses impressions et quelques leçons à tirer, selon lui, de Maïdan et du soulèvement survenu en Ukraine en 2014. Si la situation ukrainienne était très différente et que la guerre avec la Russie a définitivement fermé certaines possibilités, on retiendra tout de même qu'il ne faut jamais se laisser aller au fatalisme : « Il existe pourtant une anecdote à propos de Kharkiv (deuxième ville d'Ukraine) pendant Maïdan. Les anarchistes sont arrivés à l'occupation juste avant les nazis et s'y sont installés. Quand les fascistes ont débarqué et aperçu des bannières à la symbolique anarchiste, ils sont repartis chez eux en se lamentant que les 'communistes' s'emparaient de la révolution. »

En prenant à cœur les manifestations locales de phénomènes politiques planétaires, Liaisons interroge les horizons multiples et parfois effacés d'amis qui ne cèdent pas à l'indigence de l'époque. Au printemps 2018, nous nous sommes penchés sur la question populiste, dans Au Nom du peuple (Editions Divergences). Entre la déliquescence certaine de la politique classique et une crise environnementale palpable, entre les replis nationaux et les crises migratoires mondiales, sans oublier les éternelles trahisons de la gauche et les montées en puissance d'un post-fascisme 3.0., nous sentions et nous sentons toujours que quelque chose de décisif se joue dans cette phase de réaction qui s'est abattue sur le monde depuis le reflux des Printemps Arabes comme des mouvement de places aux États-Unis et en Europe.

L'heureuse folie qui s'était emparée des Champs-Élysées le 24 novembre a ressurgi le samedi 1er décembre, dans la plus grande émeute que Paris ait connue depuis 1968. Qui sait si les événements insufflés par le mouvement des gilets jaunes pourraient prendre les allures d'un mouvement insurrectionnel dans les semaines à venir ? Pourtant, la confusion de l'époque régnant, celle-ci se répand au sein du mouvement même. Pendant que la presse nationale est occupée à gloser sur la déraison des gilets jaunes qui accueilleraient des casseurs, l'extrême droite la plus crasse tente de s'approprier l'élan du mouvement, la gauche des syndicats se jette très timidement dans la bataille et une certaine autonomie, pourtant révolutionnaire, ne sait pas comment se rattacher à un phénomène qui la dépasse. Entre-temps de douteux drapeaux flottent sous les gazes et sur les barricades, des chants à l'histoire sordide sont partagés ; ce qui amène un grand nombre de personnes à se questionner sur la tournure du mouvement et la pertinence de se solidariser avec les Gilets Jaunes. En effet, nous voyons les forces fascistes s'organiser, fleurir et prendre de l'importance autant physiquement que dans le discours médiatique, ce qui ressemble fort à la dernière situation insurrectionnelle qu'a connue l'Europe.

Gilets jaunes :

questions pour ceux qui cherchent des alliances

Carbure // 27 novembre

Le Comité Adama appelle à rejoindre le mouvement des Gilets jaunes le samedi 1er décembre à Paris, en se joignant au cortège des cheminots gare Saint-Lazare avant d'aller aux Champs-Élysées.

On aimerait bien y croire, dans la capacité des choses à être autre chose que ce qu'elles sont. Oui mais... s'il est évident que les quartiers ont tout à faire dans une insurrection populaire contre la misère, comment se fait-il que jusqu'à présent ils aient été absents de ce mouvement ?

Est-ce qu'il n'y a pas une différence entre passer une alliance avec un mouvement et simplement considérer que – de droit – on en fait partie ?

Est-ce qu'on peut passer une alliance avec quelque chose comme une coquille vide ?

Est-ce qu'on peut s'allier avec quelque chose qu'on va définir soi-même, c'est-à-dire avec quelque chose qu'on ignore ?

Est-ce qu'on peut s'allier sans avoir fait le point sur ce qui nous oppose à ceux avec qui on s'allie ? Est-ce qu'on peut s'allier sans savoir si l'autre souhaite s'allier aussi ?

Est-ce que le mouvement des Gilets jaunes ne dit rien, que ce soit par ses mots ou par ses actes ? Est-ce qu'il est vraiment une coquille vide qui attend d'être remplie ?

Pourquoi a-t-on une oreille ouverte sur le « social », et l'autre fermée sur le racisme, comme si c'était des choses différentes, comme si ces discours sortaient de bouches différentes ?

Est-ce que le « social » est un discours politique, et pas le racisme ?

Est-ce que l'extrême-droite ne peut pas avoir un discours « social », qui impliquerait le racisme ?

Est-ce que le « social », c'est seulement la gauche ?

Est-ce que le racisme c'est juste un réflexe de petits blancs débilés, ou est-ce que ça peut orienter des politiques ?

Est-ce que quand on est Noir ou Arabe en France, on a seulement des problèmes avec le racisme, où est-ce que ça implique une position sociale particulière ?

Est-ce que les Blancs ont intérêt à ce que le racisme existe, ou est-ce que le racisme existe malgré eux ?

Est-ce que ce mouvement est un mouvement d'intérimaires, de chômeurs et de bénéficiaires du RSA, ou de petits patrons, d'auto-entrepreneurs, de commerçants et d'artisans ? Ou les deux ?

Et si oui, quel lien et quelle alliance entre les deux ?

Est-ce que la France blanche-d'en-bas serait légitime, si elle n'était composée que de chômeurs, RSAstes, travailleurs précaires, etc. ?

Est-ce qu'il faut travailler pour avoir le droit d'être Français ?

Est-ce que le fait d'avoir du mal à remplir son frigo pour nourrir ses enfants, c'est la même chose que critiquer la hausse des taxes et de la CSG ?

Est-ce qu'on a un problème avec la CSG quand on n'est pas imposable ?

Est-ce que tout le monde a les moyens de se payer une voiture ou une moto ?

Est-ce que baisser les taxes sur la propriété foncière va fatalement entraîner une baisse des loyers ?

Est-ce qu'on peut à la fois augmenter le SMIC et les minima sociaux et baisser les charges patronales ?

Est-ce que la France blanche-d'en-bas et les quartiers peuvent s'allier sans mettre ces questions sur la table, quitte à se foutre sur la gueule ?

Est-ce que la France blanche-d'en-bas se sent plus proches des petits patrons qui râlent sur le prix du gas-oil ou des habitants des quartiers ?

Pourquoi ce mouvement ne s'est pas développé dans les centres-villes, où il y a des plus riches, ni dans les quartiers, où il y a des plus pauvres ?

Est-ce que les Gilets jaunes, ça n'est pas déjà une alliance entre pauvres et moins pauvres ?

Entre ceux qui ont du mal à remplir leur frigo et ceux qui aimeraient partir plus souvent en vacances ?

Entre ceux qui gagnent 2000 euros par mois et ceux qui sont au SMIC ou en-dessous ?

Et qui va sortir gagnant de cette alliance ?

Est-ce que la lutte des classes, c'est seulement entre le « peuple » et le pouvoir ?

Est-ce que l'interclassisme ça n'est pas aussi une lutte des classes dans leurs alliances même ?

Est-ce que le problème c'est Macron ?

Est-ce qu'il faut « dégager Macron » et refaire des élections ?

Et dans ce cas qui sera élu à sa place ?

Est-ce que les quartiers populaires ont quelque chose à y gagner ?

Est-ce que la France blanche-d'en-bas a quelque chose à y gagner ?

Est-ce que les plus pauvres ont quelque chose à y gagner ?

Pourquoi quand les quartiers manifestent leur colère il y a couvre-feu, alors que quand la France blanche-d'en-bas le fait elle est reçue dans les ministères ?

Est-ce qu'on a jamais demandé aux émeutiers de 2005 de se choisir des représentants ?

Est-ce qu'il y a seulement entre les quartiers et la France blanche-d'en-bas de l'incompréhension et de vagues préjugés hérités de la colonisation ?

Pourquoi on envoie l'armée à la Réunion et pas sur les barrages en Corrèze ?

Pourquoi en 2016 Fillon appelait à interdire les manifestations, et pas maintenant ?

Est-ce qu'on n'entend pas tout de même la France blanche-d'en-bas dire qu'elle a un droit légitime, en tant que VRAI peuple Français, à être mieux traitée que la France des quartiers, que les migrants, etc. ?

Est-ce que quand des gilets jaunes menacent un patron parce qu'il embauche des étrangers, ça ne veut rien dire politiquement ?

Est-ce que c'est du racisme, ou du protectionnisme ?

Est-ce que ça peut être les deux, et si oui, quel est le lien ?

Est-ce que n'existe pas un discours qui oppose ceux qui travaillent et ceux qui profitent et grattent les allocs ?

Est-ce que ce discours ne vise pas explicitement les quartiers, et les racisés en général ? Est-ce que ce discours est d'extrême-droite pour ceux qui le tiennent ?

Est-ce qu'il n'est pas aussi tenu à gauche, de manière de plus en plus répétée ?

Est-ce qu'on peut vraiment passer sur tout ça au nom d'une alliance « populaire » ?

Dans la mesure où ce discours est transversal à la droite et la gauche, est-ce qu'il n'est pas lui-même une « alliance » ?

Est-ce qu'il faut ouvrir une lutte autour de la qualification « populaire », pour savoir qui y a droit et ce qu'elle recouvre au juste ?

espaces qui parviennent à impliquer une bonne partie de la population dans des luttes souvent locales, le constat est sans appel : l'entrisme ne marche pas. Les différentes luttes n'ont pas réussi à se faire entendre grâce au M5S, elles ont été dévorées par le mouvement.

Il nous paraît important de garder en tête ces éléments pour ne pas jouer le jeu de nos ennemis. Ne pas céder sur nos valeurs sous prétexte d'une urgence anxiogène. Pousser pour que d'autres mouvements davantage en accord avec l'ensemble de nos espérances se mettent en place et prennent le relais de cette mobilisation. Et surtout ne jamais arrêter de critiquer ou de réfléchir sous prétexte d'unité, quitte à ne pas s'associer. Dans le cas contraire, nos lendemains pourraient sérieusement déchanter.

Collectif Athéné Nyctalope

revendications de base. La ligne anti-immigration va se durcir, jusqu'au vote, en 2017 d'un programme « objectif zéro débarquement » voté par les sympathisants du M5S sur la plateforme « Rousseau ».

Il s'articule autour de quatre points : création de voies d'immigration légales, renvoi des immigrés vers d'autres pays UE, réforme des commissions d'examen des demandes d'asile et augmentation de la coopération internationale. On arrive très vite au slogan « Stop au business de l'immigration ». L'étranger comme parfait bouc émissaire en réponse à la crise est un poncif bien connu et qui malheureusement trouve facilement à se faire entendre chez ceux qui sont à l'avant-dernière place.

Et là, ceux qui avaient cru que l'aile gauche du M5S pourrait contrecarrer ce qu'il y avait déjà de bien dégueulasse en germe dans le parti dès le début, noyé sous des revendications « sociales » ou « environnementales » se sont rendu compte que l'entrisme avait ses limites. En clair, c'est un petit jeu auquel on n'est pas vraiment sûr de gagner, et où il y a gros à perdre.

Ainsi, contrairement à ce que certains camarades pourraient penser, ce n'est pas une question de " pureté " ou quoi que ce soit s'y rapportant qui se cache derrière cette question de la convergence, c'est simplement le constat lucide de la proximité réelle entre engagements réciproques et renoncement à ses principes.

Tout arrangement n'est pas bon, et si la ligne de front qui sépare compromis et compromission ne semble pas toujours évidente, certaines choses devraient nous arrêter. Comme le soutenait Wu Ming, il faut que les contradictions s'intensifient et explosent :

« Quand nous disons que nous sommes pour la révolution à l'intérieur du M5S, nous voulons dire que nous souhaitons que les contradictions s'intensifient et explosent. Ceci ne doit pas être confondu avec un discours angéliste sur la « base » qui est « bonne » : dans la base il y a aussi pas mal de fascistes et de gens qui hier encore exultaient pour Bossi ou Berlusconi, il y a aussi ce type du M5S de Pontedera qui a sorti un communiqué raciste à vous coller la chair de poule, il y a ce grillino sarde qui a comparé le mariage gay à l'accouplement avec des animaux... La « base » n'est pas « bonne », ça aussi c'est une logique de droite, de faire entrer subrepticement le discours du « peuple » contre « la caste », là où, en réalité, la caste ce sont Grillo et Casaleggio (son conseiller, ndlt). Non, ce que nous souhaitons, ce sont des ruptures verticales et horizontales, sur des questions concrètes. Ce seront des combats spécifiques qui mettront les grillini « de gauche » faces à des choix qu'ils ne peuvent plus remettre à demain. » [1]

Cinq ans plus tard, le M5S s'est allié avec la Lega, et tant pis pour les grillini « de gauche » à qui il ne reste que les yeux pour pleurer, et parfois des tribunes, comme cette sénatrice M5S, Elena Fattori, qui se désolait récemment dans les colonnes du Libero quotidiano et regrettait amèrement le contrat passé avec la Lega qui impliquait « un président du Conseil non élu par le peuple, Salvini à l'intérieur, un ministre de la famille traditionaliste et homophobe [...] » mais aussi tous les renoncements sur les luttes passées, « la Tap (Trans Adriatic Pipeline) l'Ilva (site industriel dans les Pouilles) le TAV (ligne Lyon-Turin), le Ceta » et enfin l'élection d'une berlusconienne AOC comme présidente du Sénat.

Autrement dit, malgré une tradition assez forte de lieux autogérés ouverts sur la ville, comme avec les centri sociali, instruments d'implication du public dans les luttes, et en dépit des

Est-ce que les quartiers sont « populaires » ?

Est-ce qu'ils représentent légitimement le « peuple français » ?

D'ailleurs qu'est-ce que c'est le « peuple français » ?

Et qui est-ce qui décide de ce qui est « populaire » et de ce qui ne l'est pas ?

Qui est-ce qui décide de ce qui est légitime et de ce qui ne l'est pas ?

Est-ce que les quartiers peuvent vraiment obtenir cette légitimité que tout le monde leur

refuse, et que la société dans son ensemble accorde d'emblée à la France blanche-d'en-bas ?

C'est quoi alors le « peuple », si les quartiers n'en font pas tout à fait partie ? Etc., etc.



Ni Jaune, ni Macron

Le jour où on m'a pris pour un gilet jaune

par Anto de Pied-de-biche Marque-page // 1^{er} décembre

Ils ont d'abord ri et plissé le nez en parlant de jacquerie, en pensant que les gueux finiraient bien par se taire et leur odeur rance se dissiper. Alors, cela faisait presque plaisir de voir que, pour une fois, l'odeur de la merde qu'ils avaient semée leur arrivait un peu aux naseaux et pas uniquement par ceux qu'ils considéraient comme des marginaux radicaux. Plaisir aussi de se dire que dans les ministères certains ont dû se dire « merde, les ploucs ont compris qu'on les enflaient avec notre prime à la conversion ».

Et puis, quand l'écho des klaxons s'est fait plus pressant aux portes de Paris, certains ont fait mine de s'intéresser et de comprendre, presque de compatir. Et leur diagnostic infaillible est tombé : la France est coupée en deux. Pour faire vite, il y aurait ceux qui profitent allègrement de la post-modernité et ceux qui désireraient en profiter plus, la fameuse « France périphérique », mais s'en sentirait exclus.

La France « intégrée », est évidemment complexe et multiple (on ne va pas commettre les mêmes erreurs qu'eux), mais elle semblait, cette fois, se rassembler dans son analyse pour dire qu'il existe, au-delà même de l'autre côté du périph' (oui oui, encore plus loin que le dernier arrêt de RER, imaginez un peu, plus loin que les banlieues, car cette fois, de « quartiers » il ne serait pas question), tout un autre groupe de personnes qui -se rendaient-ils compte- vivaient dans des conditions matérielles difficiles. Et demandaient à ce qu'on baisse les taxes, pour pouvoir plus profiter des fruits de leur labeur.

Si l'on écoutait nos joyeux commentateurs donc, tout habitant de « la France périphérique » (et c'est là où l'auteur de ces lignes a un peu les boules, pour lui-même, ses amis, proches et parents) serait donc peuplée de personnes ne jurant que par leurs bagnoles, vivant à crédit et comptant chaque euro. Dans le fond, même les discours prétendant « comprendre » cette France, et acceptant pour une fois de voir qu'il n'y a pas que des gagnants au productivisme libéral (tu déconnes Jean-Michel Apathique?), l'ont présenté comme ayant pour seul objet de frustration la difficulté à profiter elle aussi du système concentrationnaire-consommateur. En d'autres termes, les campagnards (mais souvent dans leur bouche cela signifie « tous ceux qui n'habitent pas Paris intra-muros ou le centre de quelque métropole régionale branchée se comptant sur les doigts de la main ») sont simplement frustrés de ne pas avoir leur part du gâteau capitaliste-libéral.

En gros, après avoir bien dézingué toutes les survivances précapitalistes qui demeuraient hors des villes, telles que l'agriculture paysanne vivrière, et les avoir fait rentrer de force dans leurs cases sans pour autant leur donner la chance d'y réussir (ne serait-ce qu'en les mettant en concurrence tous entre eux et avec de méga-industrie et en coupant toutes formes de redistribution amortisseuses, des hôpitaux de proximité en passant par les lignes de train et les minimas sociaux), maintenant, ça leur va bien aussi de nier que le rejet a mené certains à se préparer et à lutter pour des formes d'organisation post-capitalistes. Qu'un certain nombre d'entre-nous aient choisi de vivre à la campagne ou dans une petite ville peu gentrifiée, par rejet du capitalisme, pour y trouver d'autres modes de vie, d'autres rapports, est évacué. Ce

« Il y a un peuple « honnête » (donné pour indivisé : pas de classes, pas d'intérêts opposés) et une « caste corrompue » décrite comme étrangère au « peuple ». Pour résoudre les problèmes de l'Italie, il faut élire les « gens honnêtes » qui ne prendront des décisions « ni de droites ni de gauches » : ils prendront des décisions « justes ». [...] C'est un cadre très simpliste et consolateur, qui élimine les contradictions, ne touche pas les causes de la crise et offre des ennemis faciles à identifier. »

Une similitude dans l'ambiguïté qui se retrouve dans des positions parfois irréconciliables

Nous retrouvons avec les Gilets jaunes tout un tas de réclamations habituelles de la droite française : moins de taxes (dont le fuel maritime et le kérosène, mais aussi carburant) et préoccupations boutiquières (pas de prélèvement à la source, favoriser les petits commerces des villages et centres-villes, davantage de parkings gratuits, interdiction de faire payer aux commerçants une taxe lorsque leurs clients utilisent la carte bleue).

En Italie, le mouvement M5S réclamait entre autres choses la fin de la taxe d'habitation (pour le premier logement) et l'abolition d'Equitalia (l'organisme chargé de collecter les impôts et la retraite). Autrement dit, dans les deux cas, il y a une acceptation totale de l'organisation néolibérale.

Pourtant, que ce soit au niveau des rémunérations (salaire minimum rehaussé et indexé à la l'inflation), des personnes les plus fragiles (baisse des prix du gaz et de l'électricité, limitation des loyers, soutiens aux personnes âgées et retraites), du rapport aux services publics (réactivation du réseau ferroviaire, réouvertures des services de proximité comme les bureaux de poste, des écoles et des maternités), de l'éducation (effectif limité au sein des écoles) ou de l'emploi (création d'emplois pour les chômeurs, moins de CDD plus de CDI), c'est bien aussi un melting-pot de demandes initialement de gauche que les Gilets Jaunes défendent. De même, en Italie, le mouvement portait des idées plutôt classées à gauche : retour d'une vraie politique éducative et de santé, accès gratuit à internet pour tous, exigences écologiques etc.

Mais ces similitudes se retrouvent aussi au niveau de revendications clairement réactionnaires des Gilets Jaunes où, pêle-mêle il faudrait aimer les "forces de l'ordre" (moyens conséquents accordés à la justice, à la police, à la gendarmerie et à l'armée), la patrie (interdiction de vendre les biens appartenant à la France) et la nation (vivre en France implique de devenir français : cours de langue française, cours d'histoire de France et cours d'éducation civique avec une certification à la fin du parcours). Tant pis pour les déboutés du droit d'asile ou les migrants : ils doivent retourner chez eux. Idée que l'on retrouve dans le discours très répandu chez les membres du mouvement M5S du « aiutiamoli a casa loro » (aidons-les chez eux).

C'est vrai, les Italien-es sont allé-es un rien plus loin en proposant le revenu citoyen (reddito di cittadinanza) : le revenu se substitue aux autres aides et est réservé aux seuls citoyens italiens...

Les limites de l'entrisme ou la question de l'engagement

Puis le programme du M5S est devenu de plus en plus problématique avec le temps, en particulier sur les questions nationalistes, même si elles n'étaient pas au centre des

Conséquence : les aspects gênants, problématiques, sont balayés par tous les gens de bonne volonté. Comme l'analyse Wu Ming pour l'Italie, c'est que

« les cycles de lutte se sont succédés sans s'enraciner dans un sens commun (...) le fait que de nombreuses personnes de gauche même radicale (...) aient choisi Grillo « parce qu'il n'y a rien d'autre » est compréhensible (...) mais le « il n'y a rien d'autre » est une conséquence de la « captation » [des différentes luttes] ».

Autrement dit, se coller un gilet jaune sur le dos c'est les renforcer et donner l'impression qu'ils sont partout mais ce n'est pas "profiter de leur présence médiatique" ni de leur colère.

Un mouvement de consommateurs et pas un mouvement politique : le pouvoir d'achat avant tout. C'est en ce sens qu'il faut comprendre ce que dit Wu Ming de l'Italie :

« C'est un discours qui accumule toujours plus de contradictions, parce qu'il met ensemble ultralibéralisme et défense des biens communs, rhétorique de la démocratie directe et Führerprinzip grillocentrique, soutien aux No-Tav qui pratiquent la désobéissance civile et légalisme de base qui confond l'éthique et le casier judiciaire vierge. ».

C'est aussi ce qui explique l'absence de rapports entre la grande majorité des gilets jaunes et les structures habituelles de luttes. Absence qui s'inscrit dès lors comme dépassement de l'habituelle articulation capital/travail à travers une convergence massive et prétendument apolitique.

Mais la convergence, quand elle se fait autour de la baisse de l'impôt se fait dans le sens des petits patrons, des indépendants, favorisant une organisation néolibérale de la relation salariale.

Une organisation qui se veut horizontale et qui met en avant une « démocratie directe ». Si le mouvement M5S diffère des gilets jaunes en ce qu'il présente un leader charismatique, l'organisation se veut identique : consultation régulière de la base, rejet d'une organisation en Parti, programme construit en ligne ou élaboré après examen des personnes sur le terrain, etc. Se rajoutent à cela un certain nombre de mesures qui s'apparentent à un usage direct de la démocratie : référendum populaire intégré à la Constitution et possibilité pour les gens de proposer des lois (Gilets Jaunes), obligation de discuter de chaque loi d'initiative populaire et limitation des mandats (M5S). Très concrètement, se cache derrière le mythe du « bon peuple », ni de droite ni de gauche.

Un vocabulaire identique avec l'invisibilisation des « classes sociales ». En définitive, s'il y a un rejet légitime des élites, à aucun moment il n'y a une remise en cause profonde du capitalisme. En Italie, l'accent a été particulièrement mis sur la corruption des élites (politomètre pour vérifier l'enrichissement personnel des élus...), sujet qui marche d'autant mieux que la corruption est vraiment rampante dans tout le pays. Il s'agit désormais de surveiller la « caste » des politiques.

Des revendications analogues ont été lancées par les Gilets jaunes, entre la fin des indemnités présidentielles à vie, le salaire médian pour les représentants, la surveillance des frais de transports etc. Ces exigences ne seraient pas aberrantes si elles intégraient une logique de classe, mais ce qui se joue ici est encore affaire de mythe : celui des « honnêtes gens » face à une classe corrompue. Comme le dit Wu Ming à propos de M5S :

qui leur permet de se pencher sur tout ce qui leur est « autre » en gardant leur regard de dominant du simple fait qu'il se sentent plus riche, seul mesure de la réussite qu'ils connaissent. La seule lutte légitimée par leur regard hautain et par le fait que beaucoup de gilets jaunes sont des primo-manifestants qui ne percevaient auparavant aucune lutte sociale comme les concernant, devient celle du pouvoir d'achat, et donc une lutte pour le droit de ressembler aux riches qui ont les moyens de consommer. L'élite ne comprend toujours pas que son mode de vie ne nous est pas désirable, mais exécration.

Tout comme les gilets jaunes qui prétendent être « le peuple », et pratiquent une appropriation et un essentialisme débile, les commentateurs pratiquent eux un essentialisme abject (puisqu'ils se veulent éduqués, disent avoir étudié et donc être capables d'analyse, c'est bien qu'ils font exprès de prendre tout ce qui ne leur ressemble pas pour des cons) en prétendant que les habitants de « l'autre France » veulent tous du pouvoir d'achat, une diminution des taxes et des bagnoles au diesel.

Ignorer la complexité à ceci de pratique qu'elle limite la question à celle du pouvoir d'achat. Pas étonnant dans un monde où même les « alternatifs » nous proposent « d'acheter différemment », de devenir des « consom'acteurs » pour « changer le monde ». Sérieux ? Ça me fait autant mal au cul d'entendre ça que quand un éditorialiste compatissant (alors que la semaine dernière il devait chanter les louanges de Carlos Ghosn) m'explique que vu là où j'habite, je devrais avoir droit à un chèque énergie pour aller faire mes courses à SuperU. Mais tout le monde n'a que ce mot à la bouche : « Votre achat est un vote. » Pas étonnant non plus que ceux qui, alors, ont l'impression de ne pas assez pouvoir acheter se rebellent. C'est comme si on leur ôtait le droit de vote. Et moi, qui m'abstiens de ces deux « droits », personne ne se penche sur ce que je veux. On cherche plutôt à me faire user des deux à grands cris moralisateurs.

La seule chose à garder de tout ça, c'est que les péquenauds (au Puy-en-Velay, c'est chez moi alors je m'inclus volontiers dans les péquenauds) sont eux aussi capables de brûler des préfectures. Alors qu'on ne l'avait même pas fait pour la ZAD (on n'était pas assez nombreux aussi, désolés). Ce qui veut dire que les keufs vont pouvoir arrêter de nous surveiller dès que nous organisons un concert ou ouvrons une librairie avec un infokiosque, pour concentrer leurs efforts sur les nouveaux dangereux : la classe moyenne « inférieure » ou « périphérique » quel que soit le vocable employé, les artisans, les paysans, les marchands de tabac, les fumeurs invétérés, les mères de famille en galère, les automobilistes et les motards en colère. Autrement dit, avec le taf que ça va leur faire pour surveiller tout ce monde, ça nous laissera peut-être quelques brèches pour organiser des trucs discrètement.

A la campagne aussi changeons de système, pas de bagnole !



Gilets jaunes et mouvement M5S, points de divergence

Il faut peut-être commencer par poser les différences fondamentales entre les Gilets Jaunes et le M5S, pour mieux en apprécier les points communs.

M5S, un leader fort dès le début. Tandis que les gilets jaunes continuent à refuser toute « récupération » et que les représentants ne sont pas acceptés par l'ensemble des participants, le M5S s'incarne presque entièrement dans la figure de l'humoriste médiatique Beppe Grillo, au point que les sympathisants du M5S sont appelés « grillini ». Si le mouvement est effectivement né sur Internet, via le blog du comique, il ne faut tout de même pas mettre de côté la notoriété que la télévision lui avait conférée. Grillo n'était pas un blogueur sorti de nulle part, ni un petit entrepreneur ou citoyen anonyme mécontent.

Le parti M5S a très vite absorbé des associatifs et différents mouvements. Dès 2005 et le premier meetup organisé par Grillo : il se tient à Turin, contre la ligne à grande vitesse (No Tav) et ensuite les meetups vont presque toujours s'associer à des luttes locales, impliquer les associatifs et militants sur place. Le passage du mouvement en ligne à l'implication concrète est une réussite, sans doute grâce à cette base-là.

M5S ou l'écologie comme cheval de bataille déclaré. Le mouvement des gilets jaunes naît en réaction à l'augmentation des taxes sur le gasoil. De nombreuses autres revendications, liées généralement à « la vie chère » s'y sont greffées, mais le point de départ est celui-là et le reste peine à s'articuler. Le M5S, quant à lui, a mis très vite l'écologie au centre de ses préoccupations revendiquées. Les cinq étoiles représentent l'eau, l'environnement, l'énergie, le transport et le développement. Dans les faits et depuis qu'ils sont au pouvoir, on ne peut pas dire que ça les intéresse tant que ça.

Deux pays, deux réalités différentes. La France est bien plus centralisée que l'Italie, où le morcellement a sans doute eu un impact dans la capacité de phagocyter les luttes locales fortes.

Gilets jaunes et mouvement M5S, points de convergences

Une composition de la « base » sensiblement similaire entre une classe moyenne qui craint le déclasserement, plutôt à droite dans les revendications et les symboles, des déçus de la gauche qui ne savent plus à quel saint se vouer, et une grande partie de personnes assez peu politisées, chez lesquelles on rencontre généralement une certaine méfiance vis-à-vis des syndicats et des partis.

Un sentiment de ras-le-bol général qui légitime le mouvement de colère. Ce que porte le mouvement permet de rassembler autant les classes moyennes déclassées du départ, que des personnes en grandes difficultés. Ce qui donne un ressenti de mixité réelle sur le terrain. D'autant qu'il y a autant en Italie qu'en France, bien des raisons d'être en colère : salaires qui ne suivent pas l'inflation, disparition des services publics, flicage des pauvres, etc.

Une réunion de toutes les déceptions et les ressentiments. Comme les meetups l'ont été en Italie, les blocages des gilets jaunes sont pour beaucoup une première participation à la vie politique. Il y a une colère qui a besoin de s'exprimer, mais aussi un enthousiasme des débuts, et pour certains observateurs, un espoir à voir des personnes peu ou pas politisées prendre part au débat.

Les Gilets jaunes à la lumière de l'expérience italienne

Paris-luttes.info // 4 décembre

Pour éclairer ce qui se passe en France, il est précieux de regarder ce qui se passe ailleurs. On a jeté un œil sur la situation italienne. Des revendications et de la structuration du mouvement aux positions des camarades vis-à-vis de celui-ci, revue des divergences et convergences entre Mouvement 5 étoiles et Gilets jaunes.

Le « mouvement des gilets jaunes » n'est pas sans rappeler la situation italienne des dernières années. On peut se rappeler des Forconi (les fourches) comme cela a été évoqué dans plusieurs articles.

Mais face aux appels à rejoindre le mouvement émanant de la « gauche », on peut aussi penser au Mouvement 5 étoiles (M5S). Ce parti attrape-tout est parvenu à phagocyter les revendications et les luttes pour finalement prendre le pouvoir et y entraîner avec lui la Lega, parti d'extrême-droite.

Certes, l'Italie n'est pas la France et on ne peut pas calquer précisément les deux situations l'une sur l'autre, mais il y a sans doute des enseignements à tirer de ce qui s'est passé de l'autre côté des Alpes et qui nous pend peut-être au nez.

En 2011, naît en Sicile un mouvement composé principalement d'agriculteurs, de routiers, de petits patrons et de commerçants : les Forconi. S'il a refusé de s'attribuer une couleur politique, le mouvement a tout de même attiré l'attention et la sympathie de l'extrême-droite (Forza Nuova, Casa Pound) dont les membres fondateurs étaient proches.

Une bienveillance que l'on retrouvait aussi du côté du M5S, parti populiste né sur internet quelques années plus tôt et consolidé dans la rue. Les revendications des forconi, assez floues, étaient en tout cas bien marquées à droite : rejet des taxes, sortie de l'Euro, dénonciation d'une caste asservissant les honnêtes gens.

Après un premier élan façon feu de paille, les forconi se sont reformés en décembre 2013, un peu plus structurés, ajoutant à leurs revendications initiales celles qui avaient fait le succès du M5S comme le tutti a casa de Beppe Grillo et la sortie de l'Euro. Ils ont alors été rejoints par celles et ceux qui subissent de plein fouet les effets de la crise et de l'austérité : jeunes, précaires, étudiants.

Seulement, le mouvement a pris des allures de milice quand ses membres ont commencé à utiliser la menace physique auprès de la population, comme le cas de ce commerçant ayant refusé de baisser son rideau en solidarité. Assez vite, le mouvement s'est de nouveau essoufflé et la dernière manifestation à Rome n'a finalement pas rassemblé grand-monde.

Problème : bon nombre de ses participants se sont retrouvés dans le M5S, aux côtés des déçus de la gauche réformatrice. C'est que le « PD », Partito Democratico, plus ou moins notre PS, a mis en place des mesures qui ont contribué à précariser encore plus ceux qui étaient déjà fragiles, comme le Jobs Act, l'équivalent de la Loi Travail. Dans ces conditions, le parti M5S, à l'instar des Gilets jaunes aujourd'hui, est devenu rapidement le réceptacle de toutes les colères et de toutes les déceptions.

1er décembre 2018 : porter plus loin le désordre

Carbure // 3 décembre

Le samedi 1er décembre, le mouvement des Gilets jaunes a cessé de s'appartenir, il a cessé d'être le mouvement de la France blanche-d'en-bas qu'il était à ses débuts. Face au prévisible refus de l'Etat de satisfaire la moindre revendication (comme en atteste le refus ou l'incapacité des « porte-paroles » du mouvement de rencontrer le Premier ministre), face aussi à l'aspect dérisoire que prend toute revendication au regard des existences insupportables qui sont les nôtres, et grâce à la convergence en milieu urbain de TOUTES les colères, le contenu révolutionnaire de la période actuelle a commencé à apparaître sous la croûte des discours et des idéologies, et ce contenu est le chaos. La question est désormais de savoir où ce qui a commencé va s'arrêter, ou plutôt jusqu'où ce qui a commencé ici pourra porter le désordre. Déjà, ceux qui sont à l'origine du mouvement font office d'arrière-garde poussive de ce qu'ils ont initié, en appellent à la raison et réclament dans le JDD le retour à l'ordre républicain. Ils sont l'incarnation du mouvement à ses débuts, et leur frilosité montre assez ce que ce mouvement n'est déjà plus. Ils se satisferaient d'un moratoire sur le prix du carburant, d'une hausse quelconque de quoi que ce soit ou de l'organisation d'un référendum sur la transition énergétique, là où se dessine un mouvement qui veut tout emporter sur son passage, et ne parvient plus à se cristalliser sur aucun discours ni aucune revendication, si ce n'est « Macron démission », répété comme une espèce de mantra en appelant au néant, à la disparition de tout ce qui représente ce monde. « Macron démission » c'est à la fois la limite politique de ce mouvement, et l'appel à la fin de toute politique.

Face à ce qui s'est produit le samedi 1er décembre, il serait absurde de continuer à qualifier ce qui se passe de « mouvement contre la vie chère », de maquiller en revendication économique ce qui va de toute évidence bien plus loin. Samedi, les « cahiers de doléances » ont servi à allumer des incendies. Le mouvement des Gilets jaunes avait déjà dépassé ce stade de la revendication économique dès la première semaine, pour entrer dans sa phase politique populiste, pour exiger que l'Etat se retire devant le peuple ou que le peuple se fasse Etat. Nous avons critiqué cette phase et déterminé le contenu des revendications portées par la France blanche-d'en-bas dans sa médiation de classe, montré les limites de cet interclassisme, pointé le danger de l'union nationale populaire des uns contre les « autres ». A peine avions-nous fini de faire la critique de cette phase que nous n'en étions déjà plus là.

Il manquait à ce mouvement une dose de nihilisme pour donner du sens à son « apolitisme » : la rencontre avec les « quartiers » lui a apporté ce qui lui manquait pour correspondre au « mouvement réel », qui n'est pas celui du progrès social mais celui de la destruction de la société, et pour joyeusement s'y reconnaître comme chez soi. L'interclassisme s'est retourné en tension à l'unité, entre tous ceux qui savent de manière claire ou confuse qu'ils n'ont rien à attendre de cette société, qu'ils soient relégués dans les quartiers, naufragés du cauchemar pavillonnaire périurbain ou RSastes qui survivent en ramassant des châtaignes en Ardèche. Il fallait voir passer l'armée des morts du cortège syndical sur la place de la Bastille, planquée derrière ses drapeaux et ses slogans, affirmant la particularité ouvrière du travail, et sentir l'indifférence totale de ceux qui, en gilets jaunes ou non, marchaient sans but mais ensemble

dans Paris, pour comprendre à quel point l'ancien mouvement ouvrier, ses syndicats, ses représentants et ses revendications sont une chose du passé. Il n'y aura pas de « convergence sociale », ce mouvement n'est pas revenu à la raison de gauche, il ne sera jamais un mouvement social. Cette époque est terminée. Il n'est plus question d'antiracisme ou d'antifascisme, de gauche ou de droite, quand il n'est plus question que de tout brûler, et de savoir avec qui on peut le faire. Cet état de fait porte aussi bien la guerre civile comme limite que le dépassement révolutionnaire : franchir le pas qui mène de l'insurrection à la révolution, c'est marcher sur la lame d'une épée.

Cette rencontre a bien eu lieu, reste à savoir si elle peut se répéter et s'étendre. Tout ce qui peut s'y opposer est déjà là, présent dans la nature « sociale » du mouvement aussi bien que dans les rapports sociaux eux-mêmes, qu'aucune émeute ne peut abolir : le slogan fédérateur « Macron démission » contient en creux la possibilité d'une alliance nationale-populiste prenant le pouvoir d'Etat au nom du peuple (Le Pen et Mélenchon appelant d'une seule voix à des élections anticipées), et offrant à l'Etat une forme adéquate à la crise : une forme compassionnelle-autoritaire, apte à mettre tout le monde au pas, en assignant les uns à l'altérité, et symétriquement les autres à la responsabilité et au patriotisme, à écraser les uns au nom des autres pour dominer tout le monde. On l'a vu dix fois ces dernières années : Que se vayan todos, c'est souvent l'appel à renouveler, pour le pire, le personnel politique. Mais pour en arriver là, il faudra réassigner la France blanche-d'en-bas à elle-même, la remettre à sa place, sous la direction des classes moyennes, du travail honnête payé son juste prix et de la circulation marchande harmonieuse. C'est la seule sortie de crise actuellement concevable, à moins que le gouvernement Macron n'aborde de lui-même ce tournant autoritaire.

Pour éviter cela, il faudra porter plus loin le désordre. Le moment de l'émeute urbaine est en soi une limite à ce qui se passe actuellement : historiquement, il répond à deux modalités, qui sont soit la prise du pouvoir d'Etat, soit sa mise en crise pour le pousser à des concessions. Mais nous ne sommes pas en 1917, aucune prise du pouvoir d'Etat afin de réaliser un programme socialiste n'est concevable, et nous ne sommes pas en 1968, il n'y aura pas d'accords de Grenelle. En rester à l'émeute urbaine c'est en rester à ce que ce mouvement a d'encore politique. Mais si ce qui s'est manifesté samedi à Paris et partout en France retourne sur les barrages, en crée de nouveaux et se met en devoir de véritablement « bloquer le pays », c'est-à-dire de s'en saisir, et de décider à partir de là de son avenir, on pourra imaginer passer de l'émeute ou du soulèvement à la révolution. Mais personne ne peut dire quelle direction va prendre ce qui se passe actuellement, qui court plus vite que tout le monde : il n'est pas de meilleure marque du contenu révolutionnaire de ce qui se produit là. Ce mouvement, parce qu'il est lutte des classes, porte tout ce que peut être aujourd'hui une révolution communiste, ses limites, ses dangers, son caractère imprévisible : mais pour en arriver là, il faudra sans doute que brûlent encore beaucoup de ces choses qui se dressent entre nous, que ce soient des voitures ou des rapports sociaux.

AC

